

L'ARMÉE RUSSE COMMENCE A S'ENGAGER EN SYRIE

par Thierry Meyssan

C'est un changement profond et significatif qui vient de s'opérer au Levant : l'armée russe commence à s'engager contre le terrorisme en Syrie. Alors qu'elle est absente de la scène internationale depuis la dissolution de l'Union soviétique et bien qu'elle avance avec prudence, elle vient de constituer une Commission russo-syrienne, de livrer des armes et du renseignement, et d'envoyer des conseillers. Tout ceci plus ou moins coordonné avec la Maison-Blanche.

Russie qui avait négocié une alliance régionale contre l'Émirat islamique impliquant l'Arabie saoudite, la Syrie et la Turquie a dû changer de stratégie après le revirement turc. Ankara a en effet décidé de rompre avec Moscou, annulant sans motif réel le contrat du gazoduc *Turkish Stream*, créant avec l'Ukraine une Brigade islamique internationale pour déstabiliser la Crimée [1], et venant en renfort de l'Émirat islamique contre les Kurdes du PKK et de l'YPG.

Identiquement, la Maison-Blanche a dû changer de stratégie après les manœuvres du général John Allen qui s'était engagé auprès du président Recep Tayyip Erdoğan à créer une « zone de sécurité » pour l'Émirat islamique au Nord de la Syrie [2].

En définitive, Moscou et Washington ont coordonné

- ▶ le retrait des missiles *Patriot* stationnés en Turquie ;
- ▶ la création d'une Commission militaire russo-syrienne.

La fin de la zone d'exclusion aérienne

Les missiles *Patriot* avaient été installés à partir de janvier 2013 par l'Otan en Turquie afin d'empêcher l'armée de l'air syrienne de se déployer à la frontière. De la sorte, les jihadistes du Front al-Nosra (al-Qaïda) avaient pu s'emparer du Nord du pays. À partir de l'été 2014, cette zone impossible à survoler avait été occupée par l'Émirat islamique.

Ainsi, lors de la bataille de Kobané, l'armée de l'air syrienne n'avait pu bombarder l'Émirat islamique et avait été contrainte de tenter une percée terrestre pour sauver la ville. Comme elle ne parvenait pas à franchir les 30 derniers kilomètres, la presse atlantiste présenta les forces kurdes du YPG comme indépendantes de Damas, alors que la République arabe syrienne lui avait fourni ses armes et payait ses soldats.

Les missiles *Patriot*, initialement déployés par l'Allemagne et les Pays-Bas, sont aujourd'hui allemands et espagnols. Ils seront d'abord révisés et modernisés, puis redéployés en Lituanie, à la frontière russe.

L'entrée de l'armée russe dans la guerre contre la Syrie

Alors que depuis le début du conflit, la Russie s'est abstenue de participer aux opérations militaires, elle vient de créer une Commission militaire russo-syrienne. Pourtant, l'Otan a organisé l'ensemble des événements dit du « Printemps arabe », dont la guerre contre la Syrie, et a coordonné les groupes jihadistes étrangers et leurs collaborateurs libyens et syriens, dits « rebelles », depuis la base turque d'Izmir [3], devenue depuis le siège du LancCom (commandement des forces terrestres des 28 États membres de l'Alliance atlantique).

En quelques semaines, de nombreux conseillers militaires sont arrivés à Damas. On évoque la possibilité d'ouvrir un second port militaire russe.

Six *Mikoyan-Gourevitch MiG-31* ont été livrés. Ces avions sont les meilleurs intercepteurs au monde. Ils avaient été achetés en 2007, mais ce contrat avait été bloqué. Leur livraison ne tombe pas sous le coup de l'embargo sur les armes car ils ne peuvent pas être utilisés à des opérations de maintien de l'ordre, mais uniquement à la Défense nationale, en l'occurrence face aux incursions d'Israël ou de la Turquie. Sous des prétextes divers, ces deux États sont intervenus de multiples fois au cours de la guerre pour soutenir les jihadistes lorsqu'ils étaient en difficulté.

Ainsi, le 30 janvier 2013, Tsahal bombardait le Centre de recherches militaires de Jemraya, sous prétexte de détruire des armes destinées au Hezbollah. Il s'agissait en réalité de détruire une valise de communication des données satellitaires de l'Otan, saisie par l'Armée arabe syrienne, avant que celle-ci n'en perce le système de cryptage [4]. L'opération avait été conduite par l'armée de l'Air israélienne en coordination avec l'Armée syrienne libre, elle-même encadrée par des officiers de la Légion étrangère française sous la supervision du LandCom de l'Otan. Depuis, les opérations communes se sont succédées. Le 21 août, alors qu'al-Qaïda attaquait au sol et Israël depuis les airs la base militaire syrienne de Quneitra (limite du Golan), la Défense syrienne a été en mesure d'abattre un des avions de la Coalition jihadistes/Israël.

Simultanément, l'armée russe vient de fournir, pour la première fois, des images satellitaires à la Syrie. Cette décision, attendue depuis cinq ans, renverse la situation militaire. En effet, jusqu'ici les jihadistes échappaient souvent à l'armée arabe syrienne grâce aux images satellitaires que l'Otan leur fournissait en temps réel. Même si, depuis un semestre, il semble que l'Otan ne partage plus ses renseignements avec l'Émirat islamique, mais uniquement avec le Front al-Nosra (al-Qaïda).

Enfin, les conseillers militaires russes rassemblent de nombreuses informations de manière à étudier la possibilité d'un déploiement international sous l'égide des Nations unies. Ils devraient présenter un rapport au Kremlin qui étudiera aussi bien la possibilité d'une opération russe que celle d'une opération conjointe de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC). Celle-ci se réunira au Tadjikistan, à Douchanbé, le 15 septembre. Un déploiement de l'OTSC avait déjà été envisagé, en juin 2012 lors de la préparation de la « Conférence de Genève 1 » [5]. En effet, cette alliance militaire comprend trois États à population musulmane, le Kazakhstan, le Kirghizistan, et le Tadjikistan, plus aptes que la Russie à lutter contre des terroristes se réclamant de l'islam. Cependant à l'époque, l'OTSC n'avait pas d'accord avec l'Onu pour effectuer des opérations de paix. Ceci a été réglé le 28 septembre 2012 et pourrait être appliqué aussi bien en Afghanistan qu'en Syrie [6].

Les limites de la coopération entre le Kremlin et la Maison-Blanche

Quoi qu'il en soit, la coopération entre le Kremlin et la Maison-Blanche a ses limites : la Russie souhaite éradiquer les jihadistes avant qu'ils ne se retournent contre elle, tandis que les États-Unis espèrent bien que certains d'entre eux pourront être activés dans d'autres conflits, comme ce fut le cas précédemment en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine, en Tchétchénie et au Kosovo.

D'ores et déjà, quelques éléments de Daesh sont arrivés à Kherson (Ukraine), où se trouve déjà un prétendu « gouvernement de Crimée en exil ».

Il est évident que, du côté états-unien, le retrait des *Patriotest* est un piège. Washington serait enchanté que la Russie réduise le nombre de jihadistes, mais ne serait pas mécontent non plus si elle s'enlisait en Syrie. C'est pourquoi l'ours russe avance avec prudence.

Thierry Meyssan

[1] « [L'Ukraine et la Turquie créent une Brigade internationale islamique contre la Russie](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 12 août 2015.

[2] « [Clinton, Juppé, Erdoğan, Daesh et le PKK](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 3 août 2015.

[3] « [Izmir base likely to become NATO's Land Component Command](#) », *Today's Zaman*, 6 juin 2011.

[4] « [L'ASL et Israël attaquent un Centre de recherche syrien](#) », *Réseau Voltaire*, 31 janvier 2013.

[5] « [Syrie : Vladimir Poutine propose une Force de paix de l'OTSC](#) », *Réseau Voltaire*, 3 juin 2012.

[6] « [L'OTSC pourra déployer des « chapkas bleues » sur mandat de l'ONU](#) », *Réseau Voltaire*, 29 septembre 2012.